



**CONSEIL DE
L' UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 22 décembre 2003 (08.01)
(OR. en)**

16352/03

**COPEN 136
EJN 20
EUROJUST 23**

NOTE DE TRANSMISSION

Origine :	M. John GRANT, Représentant permanent du Royaume-Uni
date de réception:	19 décembre 2003
Destinataire :	M. Javier SOLANA, Secrétaire général/Haut représentant
Objet :	Mise en œuvre par le Royaume-uni du mandat d'arrêt européen

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous informer que la loi britannique de 2003 sur l'extradition a été promulguée le 20 novembre et qu'elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2004. Cet acte législatif transpose dans le droit britannique la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen (2002/584/JAI). En outre, la loi de 2003 sur l'extradition met à jour les modalités selon lesquelles le Royaume-Uni traitera les demandes d'extradition émanant des pays non concernés par le mandat d'arrêt européen. Conformément aux dispositions de la décision-cadre, le Royaume-Uni souhaiterait communiquer les informations suivantes:

Information au titre de l'article 6, paragraphe 3

L'autorité judiciaire d'émission visée à l'article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre sera:

- a) pour les demandes présentées par l'Angleterre et le Pays de Galles, un juge d'instance (District Judge) (Magistrates' Courts - tribunal de première instance); un juge de paix (justice of the peace) ou un juge habilité à exercer la compétence de la Cour de la Couronne (Crown Court);
- b) pour l'Écosse, un "sheriff", et
- c) pour l'Irlande du Nord, un juge de paix (justice of the peace), un magistrat résident (resident magistrate) ou un juge de la Cour de la Couronne (Crown Court).

L'autorité judiciaire d'exécution visée à l'article 6, paragraphe 2, de la décision-cadre sera:

- a) en Angleterre et aux Pays de Galles, un juge d'instance (District Judge) (Magistrates' Courts - tribunal de première instance) désigné par le Lord Chancelier (ministre de la justice);
- b) en Écosse, le "sheriff" de Lothian and Borders; et
- c) en Irlande du Nord, un juge du tribunal de première instance (county court) ou un magistrat résident (resident magistrate) désigné par le Lord Chancelier (ministre de la justice).

Information au titre de l'article 7, paragraphe 2

L'autorité centrale désignée pour assister les autorités judiciaires compétentes sera:

- a) pour le Royaume-Uni:
 - le "National Criminal Intelligence Service" (Service national de renseignement en matière criminelle)
 - PO BOX 8000
 - Royaume-Uni - Londres SE11 5EN; et
- b) lorsque la personne faisant l'objet du mandat se trouve en Écosse:
 - le "Scottish Crown Office" (ministère public écossais)
 - 25 Chambers Street
 - Royaume-Uni - Édimbourg EH 1 1LA

Information au titre de l'article 25, paragraphe 2

L'autorité désignée pour recevoir les demandes de transit et les documents nécessaires, de même que toute autre correspondance officielle concernant les demandes de transit sera:

le "National Criminal Intelligence Service" (Service national de renseignement en matière criminelle)

PO Box 8000

Royaume-Uni - Londres SE11 5EN

Le Royaume-Uni ne compte pas effectuer de notifications au titre de l'article 27, paragraphe 1, et de l'article 28, paragraphe 1, de la décision-cadre.

(formule de politesse)

(signé) John GRANT
